

explicites. Ainsi l'établissement faisait voter en conseil d'administration l'organisation de tous les IDD du collège sans que tous les projets aient été déposés. — Une confusion permanente entre l'IDD et le Club Unesco, tous deux ayant le même nom, tous deux émanant des mêmes personnes dans un même lieu. — Un dysfonctionnement administratif notable car il est encore à ce jour impossible de savoir si la hiérarchie administrative a réellement eu connaissance de tous les textes relatifs au projet. — Une détermination politique absolue d'enseignants de l'Éducation nationale à militer dans leur classe au mépris de tout principe de neutralité quitte à détourner la réalité historique à des fins de propagande. Ou peut-être, si, justement, un résultat : un IDD intitulé « Une pierre pour la paix » mais qui ne mentionne plus ni pierre ni paix. Un Club Unesco intitulé « Une pierre pour la paix » mais qui ne sait que faire de cette pierre, ou ne veut plus le dire, et qui ne précise pas en quoi elle rapprochera « les communautés françaises musulmanes et israéliennes » (sic). Un parallèle obscène entre le sort des Juifs sous le régime nazi et celui des Palestiniens, et qui n'a d'autre objectif que celui de propager la rhétorique désormais classique selon laquelle les victimes d'hier seraient devenues les bourreaux d'aujourd'hui. La mémoire des morts souillée par cette profanation. Des élèves prisonniers d'une situation dont ils n'ont même pas conscience. Un bien piètre résultat après douze mois de démarches administratives et douze mois de fins de non-recevoir.

Paris, le 30 novembre 2003.

Gabrielle LACOURRE,
professeur certifiée de langues,
Hauts-de-Seine.

Des enseignants pyromanes (suite)

Terrorisme intellectuel et harcèlement psychologique en salle des profs

« L'intérêt supérieur de la paix à l'intérieur de nos établissements passera devant toute autre considération. Ceux qui voudraient troubler la sérénité n'ont pas leur place dans les écoles qui doivent rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas »

Circulaire du ministre de l'Instruction publique
Jean Zay, décembre 1936

14 septembre 2001 : le ministre de l'Éducation nationale a demandé aux enseignants d'observer avec leurs élèves une minute de silence à la mémoire des morts des attentats du 11 septembre. Un collègue se vante en salle des professeurs d'avoir expliqué la situation aux élèves : certes, l'on peut compatir au sort des victimes, mais il faut aussi comprendre qu'il existe des États terroristes « qui sont à l'origine des problèmes ». Il explique qu'il a alors mentionné l'État d'Israël. Je lui fais observer que ces paroles sont excessives et je lui demande ce qu'il envisage comme solution politique pour mettre fin au conflit israélo-palestinien. Me voilà assailli par une dizaine de collègues vitupérant cet « État fasciste ». La discussion ne se noue pas : il est impossible en quelques minutes de répondre à des attaques fusant de toutes parts et qui prennent toutes la forme de remarques stéréotypées ou de slogans. L'heure n'est pas à l'analyse intellectuelle, objective et sereine de la situation. La vision manichéenne prévaut : les Israéliens sont des monstres, les Palestiniens, des anges victimes. Nouvellement nommée dans ce

lycée, je comprends que je viens de signer, par mon opposition à la pensée unique, mon entrée dans l'établissement. Bien entendu, je me garde de faire observer à mon collègue qu'il a manqué à son devoir de réserve de fonctionnaire. C'en serait trop de la part d'une nouvelle qui dans l'établissement, tradition oblige, doit montrer patte blanche. J'apprendrai plus tard que ce collègue est militant d'une association pro-palestinienne. Il se montre incapable d'oublier dans le cadre de son travail son activité extérieure. Soucieuse de ne pas envenimer les relations avec mes collègues, je refrène mon envie de répondre et décide de les rejoindre à la cantine, comme si de rien n'était...

Quelques semaines plus tard, une pétition est affichée en salle des professeurs destinée à interpeller le gouvernement et à le sommer d'empêcher les Israéliens de commettre leurs exactions. On peut y lire : « Les Israéliens volent aux Palestiniens leur terre, leur eau, leur air' » Je proteste devant quelques collègues contre le caractère connoté des propos. Pourquoi ne pas parler d'un *Lebensraum* pendant qu'on y est ? Une collègue, pourtant acquise à la cause palestinienne, reconnaît l'excès de la formulation. La pétition est retirée cinq ou six jours plus tard.

Février 2002 : deux affiches apparaissent de nouveau en salle des professeurs, à des endroits où il est impossible de ne pas les voir – notamment devant la porte de sortie. Il est question du silence de la communauté internationale devant le « massacre » du peuple palestinien », « d'humiliations quotidiennes *méticuleusement organisées*' par une armée coloniale toute-puissante », « d'enfants victimes de

* C'est nous qui soulignons.

violences quotidiennes dans les prisons israéliennes ». Le vocabulaire est terrible par tous les implicites qu'il contient : le silence de la communauté internationale ne laisse pas de faire songer à celui du monde pendant l'extermination des Juifs d'Europe, les victimes d'hier étant devenues aujourd'hui les bourreaux. Dans ce tract, l'armée israélienne est assimilable à celle du III^e Reich puisque son passe-temps favori est d'humilier « méticuleusement » les autres peuples et plus particulièrement les enfants... Le rituel de la torture et du meurtre de l'enfant non juif n'est-il pas d'ailleurs considéré comme une tradition chez les Juifs depuis des siècles ? Certes, on a le droit de critiquer la politique israélienne. Mais de là à assimiler implicitement l'état d'Israël au III^e Reich et le faire dans le cadre d'un établissement d'enseignement public et laïc, l'abus est manifeste. Mon indignation devant cette rhétorique est à son comble. L'« afficheur » demeurant inconnu, je ne puis m'adresser à personne. Je prends des renseignements afin de mettre fin légalement à ce type d'affichage qui m'agresse sur mon lieu de travail et m'empêche de venir enseigner au lycée avec sérénité. L'un des tracts est, en effet, apposé à deux mètres de mon casier : il m'est impossible de l'ignorer. Je suis devancée par une collègue excédée qui décide de les arracher. Quelques minutes plus tard, l'affiche réapparaît dans un format A3. Au terme d'une bataille sournoise d'arrachage et d'affichage, l'« afficheur », qui n'est autre que notre homme du 14 septembre, a ce commentaire ironique : « Maintenant, je reste à côté. On verra si quelqu'un ose venir l'enlever. » Je me rends dans le bureau du proviseur adjoint, lui demandant s'il est légal d'afficher ce genre de propos qui portent atteinte à la sérénité d'une salle de professeurs. Dans

un premier temps, la réponse est négative et mon supérieur hiérarchique promet d'en faire état au chef d'établissement. Je lui demande de constater par lui-même les faits. Il est accueilli par un flot d'injures provenant d'un ami de l'« afficheur » : le collègue, militant d'un mouvement d'extrême gauche, le somme de sortir de la salle, le traite de petit SS, lui explique que, sous Vichy, il aurait été un parfait petit soldat. La rhétorique liée aux problèmes de la Seconde Guerre mondiale est décidément obsédante, couplée ici à une extraordinaire faculté de retourner la situation. Le proviseur adjoint, sous le choc, est désavoué par le chef d'établissement qui lui reproche de s'être rendu dans la salle des professeurs : ce lieu serait uniquement réservé aux enseignants. J'ignorais ce fait : combien de principaux et de proviseurs ai-je vu fréquenter cet endroit dans les multiples établissements dans lesquels j'ai été nommé ! Lors de la grève qui sera décriée dans le lycée en fin d'année, les collègues inviteront pourtant les parents d'élèves soutenant leur action à venir les y rejoindre.

L'affichage est jugé légal.

Mais l'atmosphère s'envenime au lycée. Un matin la collègue qui a arraché les affiches me téléphone affolée : elle vient d'être prise à partie par un groupe de professeurs. À les en croire, elle aurait commis un sacrilège, voire un crime. Il est à noter qu'une autre affiche émanant de la société « Sauver les Lettres » a été arrachée mais cela n'intéresse personne, ne suscite aucune émotion, ni aucune hystérie. Quelques jours plus tard, c'est mon tour d'être agressé. On vient m'interrompre alors que j'étais en discussion avec une collègue. On me demande de me nommer. Naivement, je donne mon prénom.

« Non, non, ton nom ? » me rétorque-t-on. Ne me

doutant de rien, je l'indique : après tout, je suis nouvelle dans l'établissement, tout le monde n'est pas censé me connaître. « Alors c'est toi qui vas porter plainte avec l'ambassade d'Israël. Tu débines les collègues. C'est dégueulasse ! » Interloquée par la stupidité de l'affirmation, je démens l'accusation. « Si, c'est vrai, réplique aussitôt celle qui m'agresse, j'ai des témoins. » « Je dois faire mon autocritique ? » m'empresse-je de dire ! Je suis entourée de cinq collègues, dont l'« afficheur », qui me regardent, l'œil empli de haine. L'un d'eux – celui-là même qui a insulté le proviseur adjoint – m'agonit d'injures, me traite de « menteuse » et m'accuse de faire mes « coups en douce ». Je lui répons ironiquement que ce doit être probablement d'origine génétique, compte tenu de la réputation de mon peuple. Surpris par ce décryptage soudain de sa pensée, il me reproche d'avoir été « pleurer chez le proviseur ». Je comprends alors le jeu de mes agresseurs : il s'agit de m'humilier et de m'intimider. Je leur explique que j'appartiens à l'école de la République, qu'il y a des lois et que je récusé le système féodal qu'il veulent instaurer. Partant, que je refuse de faire acte d'allégeance à des gens qui s'imaginent être les seigneurs des lieux. « La loi, la loi, on sait bien que ça ne veut rien dire », ricangent-ils, un propos intéressant pour des fonctionnaires au service de leurs concitoyens et de l'État. « Tu ne nous empêcheras pas d'afficher. » Une fois de plus, les agresseurs deviennent les agressés. Entre-temps, le proviseur avait fait afficher un mot dans lequel il expliquait que des propos de nature sexiste ou raciste, ou propres à heurter la sensibilité de collègues, n'avaient pas lieu d'être. L'affiche fut promptement retirée... Un peu plus tard, lorsque je « félicite » le collègue d'affiche d'avoir eu le courage de m'affronter

avec quatre de ses acolytes, je m'entends dire que c'est « une erreur d'avoir créé l'État d'Israël ». Ma perception de l'affiche était donc juste. Il ne s'agit pas de critiquer la politique actuelle du gouvernement israélien mais de remettre en cause l'existence d'un État. J'ignorais d'ailleurs qu'il incombaît à un citoyen français quelconque la tâche de décider du droit d'autres États à exister ou non.

Mars 2002 : lors d'un voyage scolaire, je dois de nouveau répondre de mon comportement devant deux collègues. Ils m'expliquent qu'on les a mis en garde contre mes agissements : selon eux je censure l'affichage d'une pensée libre. Je suis aussi informée de la rumeur délirante qui circule à mon sujet parmi les enseignants depuis quelques semaines : l'ambassadeur d'Israël serait venu à ma demande exprimer pour réprimander le proviseur. Celui qui me sermonne dans le train est même allé, en tant que délégué syndical, demander au proviseur adjoint si cet ambassadeur a bien été reçu dans son bureau. La thématique du complot – juif, sioniste ou les deux ? – est ainsi bien vivace. Nos élèves, assis non loin de nous, peuvent nous entendre. Consciente de mon devoir de réserve, je ne peux répondre à loisir aux slogans énoncés. Dans ces circonstances d'ailleurs, je crains que la classe ne se retourne contre moi.

Les affichages continuent, de plus en plus violents. Je me vois contrainte de répondre afin que l'on ne pense pas que la cause est entendue et que je manque d'arguments. Me voici prise dans un engrenage. En me rendant au lycée, il me faut réfléchir à ce que je peux afficher. Il ne s'agit pas de convaincre l'afficheur et ses acolytes mais de dire que je résiste et que je ne me tais pas. Est-ce ainsi que l'on travaille dans un lycée public ? La

collègue qui a arraché les affiches est absoute de son péché puisque « après tout, dit-on autour d'elle, elle a pu avoir une réaction impulsive ». Heureuse de n'être plus mise au ban, elle m'explique : « Toi, tu quittes l'établissement. Moi, je reste. Il ne faut pas exagérer non plus. Tu ne peux pas toujours avoir le dernier mot ! » Ma faute est en revanche considérée comme impardonnable : je dois être diabolique par essence.

La boucle est bouclée en mai 2002 : au conseil de classe des BTS, il est question d'un élève d'origine arménienne un peu dépressif. « Il est dans le trip de la persécution des Arméniens », affirme le collègue qui s'était montré si inquiet de la venue de l'ambassadeur. J'exprime mon étonnement. Je veux poursuivre ma phrase pour expliquer que je suis étonnée que dans le cadre d'une classe avec laquelle j'entretenais de très bonnes relations, cet élève n'ait pas pu parler de ce malaise. Mais on ne m'en laisse pas le temps. L'apostrophe de mon collègue est claire : « Ben, qu'est-ce que tu crois, y a pas que les Juifs qui ont été persécutés. » Stupéfaite par l'incongruité et l'imbécillité de cette remarque, je ne peux qu'éclater de rire. Je me demande un instant si je dois quitter le conseil tant la situation est choquante – notamment devant les deux élèves délégués. Moi qui suis si discrète sur ma judéité devant mes élèves me voilà « identifiée » pour être stigmatisée avec tous les Juifs. Aucun membre du conseil n'a réagi. Lorsque je rencontrerai par hasard la conseillère d'éducation l'année suivante, elle reconnaîtra le caractère odieux de ces propos : « C'est drôle, c'était pas comme ça avant », ajoutera-t-elle. Avant quoi ?

L'année se termine. Je découvre un matin sur la porte de l'armoire dans laquelle je range mes affaires un placard, format A3, qui appelle à la solidarité

avec les Palestiniens. J'ai le plaisir d'y voir une photographie imprimée montrant de magnifiques barbes. « Fais comme si tu ne le voyais pas », me conseille-t-on. À la demande d'une collègue, ce placard sera retiré.

Dans mon nouvel établissement, c'est sur un panneau syndical que des prises de position politiques en faveur d'un camp dans le conflit israélo-palestinien sont affichées¹. Les papiers émanant de syndicats importants. Sous couvert de leur activité, une propagande est donc mise en œuvre au sein de l'école. La salle des professeurs est à nouveau prise en otage. Le panneau se situe à l'entrée de la salle. Or, il arrive que des élèves viennent dans ce lieu déposer des devoirs dans les casiers des professeurs, même si cela leur est interdit. Quel exemple de laïcité, donc de neutralité politique, leur donne-t-on là ? Lorsque j'évoque ce problème devant le proviseur, il manifeste son exaspération et refuse la discussion. Non seulement il se retranche derrière la légalité d'un affichage syndical, mais il montre aussi rapidement qu'il partage le contenu des propos affichés. Je suis étonnée d'entendre une telle prise de position politique de la part d'un chef d'établissement qui se montre par ailleurs attaché au principe de laïcité. En revanche, il s'inquiète, comme certains enseignants et syndicalistes dans d'autres établissements, du port de « plaques de l'armée israélienne » par quelques élèves alors que les keffieh portés depuis si longtemps, les tee-shirts ou les écharpes sur lesquels sont imprimés le dra-

1. Est-il besoin de préciser qu'elles sont pro-palestiniennes et anti-israéliennes ? Remarquons d'ailleurs que les innombrables conflits qui ensanglantent le monde n'ont fait l'objet d'aucun affichage.

peau algérien ou des commentaires relatifs à la force de l'Algérie n'ont jamais fait l'objet d'aucun commentaire. Pourquoi deux poids deux mesures devant un problème de même nature ? On me fait remarquer également que les quelques professeurs qui se sont émus de l'affichage appartiennent à la « communauté juive ». « Pourquoi les autres n'ont-ils pas réagi ? » me demande-t-on. Je ne suis plus perçue comme citoyenne française et comme sujet pensant mais brusquement réduite à un membre d'une communauté ethnicisée. Décidément, l'atmosphère au sein de l'école laïque et républicaine a bien changé depuis le jour où j'ai décidé d'y consacrer ma carrière.

Élisabeth STERNELL,

professeur agrégée de lettres modernes à Paris.

Des dessins réussis

Dans un collège parisien, au cours de l'année 2002-2003, un collègue d'arts plastiques exprime, en salle des professeurs, sa satisfaction d'avoir « mis 18 sur 20 à un dessin d'élève anti-israélien absolument génial » selon lui. Le travail demandé consistait à faire un dessin d'actualité. « Il ne faut pas le montrer à X [il donne le nom d'un élève juif], explique l'enseignant, car ce serait la catastrophe. » Me voyant atterrée par de tels propos, il se lance dans une diatribe contre Sharon. Je lui rétorque que là n'est pas la question : il est fonctionnaire et a un devoir de réserve dans le cadre de ses cours. Gêné, il tente de sortir de l'impasse : « Mais j'ai mis 18 aussi à un dessin antipalestinien. » « C'est horrible, lui dis-je, ta mission ne consiste pas à monter les élèves

les uns contre les autres ». L'enseignant reste coi. Je suis encore étonnée par l'attitude d'un enseignant de l'école laïque consistant à prendre en considération l'« origine » d'un élève et je m'interroge toujours sur les critères d'évaluation d'un dessin « absolument génial ».

Élisabeth STERNELL,
professeuse agrégée de lettres modernes,
2003.

Samira

Témoignage recueilli par l'association PEREC

Ses parents ont quitté l'Algérie il y a une dizaine d'années, condamnés pour leur mode de vie et leur pensée laïques et menacés dans leur intégrité physique. Par moments, en France, ils ont le sentiment que le cauchemar de l'enfer islamiste les rattrape.

Elle, enfant de neuf ans, est scolarisée dans un établissement public. C'est lors d'une période de ramadan qu'elle subit pour la première fois, en 1997, en cours de récréation, le chantage de ses copines, nées en France, d'origine algérienne (regroupées en bande), qui lui reprochent de ne pas être une vraie Algérienne car elle mange du saucisson à la cantine et joue trop souvent avec des camarades exclusivement « roumis » (français). Elles ont, par ailleurs, remarqué que sa maman, qui l'accompagne à l'école, mange durant les journées de ramadan. L'enfant refuse de s'intégrer à la bande et de se plier aux injonctions de ne plus manger de « cochon », de ne plus jouer avec des Français, de ne pas porter de short, d'apprendre le Coran...

La maman invite la bande à la maison, raconte l'histoire de l'Algérie, de la France, de Moïse, Jésus-Christ, Mahomet et Bouddha. Elle explique les commandements du Livre, n'offre pas de viande de porc à table, anime des ateliers de théâtre, de contes, de danse, de cuisine, souhaite rencontrer les mamans... Les centres d'intérêt ne sont pas les mêmes, l'expérience échoue : les filles n'ont pas de points de repères, n'ont pas de mémoire, ni d'histoire, ni d'ici, ni de « là-bas », les références religieuses sont extrêmement dévoyées et réductrices, les consciences sont plombées.

La bande boycotte la maison et l'enfant, puis lui interdit des espaces dans la cour de récréation et aux toilettes, l'attend à la sortie de l'école, la bouscule, la frappe, puis à la bibliothèque du quartier : l'enfant refuse alors catégoriquement de s'y rendre et ne s'inscrit plus à aucune activité de la Maison des jeunes.

Le personnel de l'école est averti, mais n'a pas les moyens d'intervenir de façon conséquente, déroté par ces nouveaux comportements, sournois, car cela se passe hors du champ d'observation des adultes et nécessite une vigilance soutenue.

Le chantage et l'agression physique se poursuivent au collège, dans la cour de récréation et à la sortie, trois années durant. Le personnel de l'établissement en est également informé et en a conscience, mais ici aussi les moyens manquent. L'enfant a peur des représailles et refuse que le personnel intervienne.

La maman tente d'appréhender certaines filles à la sortie des cours et d'entamer de nouveau le dialogue. En vain. Elle place sa fille sous surveillance en faisant appel à une élève du collège, plus âgée, à qui elle donne des cours de soutien scolaire. L'élève

est fille d'Algériens, réfugiés politiques, elle a l'avantage de comprendre très vite la situation et d'agir efficacement sur les lieux en tant que gendarme et parfois fait à son tour menace de ses poings, écran protecteur entre l'enfant et la bande.

La situation se calme en fin du premier cycle secondaire (collège), l'enfant explique à sa mère, que la bande ne pourra plus sévir car elle a peu de chances de se retrouver au lycée : effectivement, une majorité des filles abandonne, double ou est orientée en classe spécialisée.

Lyon,
janvier 2004.

Scènes de la vie de province

Élisabeth Amblard, professeur agrégée de philosophie en région Rhône-Alpes, a recueilli une centaine de témoignages. C'est à partir de quelques-uns d'entre eux qu'elle livre cette réflexion d'ensemble.

Un vécu douloureux surgit de ces récits comme une lave brûlante : RAS ne veut pas dire « rien à signaler » mais racisme, antisémitisme, sexisme. On ne peut plus opposer Paris et le « désert français ».

Témoigner ?

En mémoire du proviseur Argouges, tué d'un coup de couteau en 1983 par un élève marocain, un lycéen de l'Isère a reçu son nom. Ce fut un traumatisme collectif. Une manifestation eut lieu mais des syndicalistes redoutaient « les débordements d'extrême droite, si elle venait à passer dans le quartier arabe ». Ce n'était ni le but ni le parcours de la manifestation. Aujourd'hui des pressions s'exercent pour débaptiser le lycée afin de « ne pas stigmatiser une communauté ». Un professeur de ce lycée témoigne en 2002 :

« Au cours du conseil de classe, une élève déléguée, prononce ces mots "Je hais la France". Je demande qu'elle s'excuse ; aucun collègue ne me soutient : "Tu sais très bien qu'ils ne savent pas ce qu'ils disent." »

La plupart des témoins refusent que leur nom et leur lieu de travail soient mentionnés : peur de représailles, crainte de salir la réputation d'un établissement, de s'ériger en juge. L'inquiétude d'être reconnu s'associe à la volonté de se battre, de dire ce qui étouffe et ce qui a été étouffé. Ils pensent, sans

illusion, que le silence est pire que la parole, pour eux-mêmes et pour la société qui crève à petit feu de ne pas réagir.

Témoigner, c'est retrouver une intégrité malmenée, c'est refuser d'être rendu responsable de l'agression subie et, en se taisant, d'être complice des agresseurs.

Les nouveaux visages du racisme, du sexisme et de l'antisémitisme

Le concept de race est récusé par la science ; le mot n'a pas disparu, le racisme non plus. Pour les professeurs, le symbole en était *Dupont la joie*, personnage d'un film des années 1970, quand des Algériens étaient jetés dans la Seine. Ils ont voulu se démarquer de ce beauf et ont découvert le « droit à la différence » des minorités ethniques, religieuses, sexuelles.

L'enseignement du français, visant l'assimilation puis l'intégration, a trouvé son héros : le « gène du Chaaba ». Les anglicistes ont instruit sur le problème noir ; on a même, grâce à l'historien américain Paxton, enseigné Vichy et la Collaboration. Lorsque des agressions sont le fait de jeunes d'origine musulmane on hésite : « des victimes du racisme ne sauraient être racistes ». On évoque les ghettos, la misère. Comme si tous les habitants des « quartiers » étaient des agresseurs en puissance ! Ils souffrent d'être assimilés aux délinquants. On refuse de voir l'idéologie intégriste, on retient la culpabilité occidentale. Ces élèves ont donc compris le « sanglot de l'homme blanc » et nous disent : « Vous êtes coupables puisque vous le dites vous-mêmes. »

Au discours d'autodénigrement s'ajoute une autre illusion : « placer l'élève au centre », s'intéresser à

ce qu'il est, plus qu'à ce qu'il fait. « Ils ne travaillent plus, alors autant les intéresser en leur parlant d'eux. » Le respect de l'altérité et le souci du concret prennent des formes étranges : « Je me souviens du récit horrifié de ma fille revenant de l'école primaire : une élève vietnamienne était arrivée, une boat people ; la maîtresse l'avait fait monter sur une table et avait détaillé : vous voyez, elle n'a pas les mêmes yeux que nous, elle n'a pas la même couleur de peau... c'était dans les années 75 à Saint-Égrève ».

Quel mépris se cachait là dans la prétendue reconnaissance de l'Autre !

Les identités meurtrières se disent de façon virulente : « Sale feuj, sale pute, sale française ». « Juif » se dit plutôt entre élèves arabes, suprême injure qu'ils s'adressent à eux-mêmes. Au-delà de l'injure, les coups : « Ma fille a une amie algérienne ; son frère l'a assommée car elle fréquente une juive » (un professeur d'origine kabyle, décembre 2003).

La violence a pénétré l'école. « Le plus beau métier du monde », comme dit Bertrand Tavernier, connaît les caïds et l'enfer des tournantes. Les jeunes professeurs l'affrontent en première ligne dans les banlieues de *La Haine*. Un élève de collège proclame devant les caméras : « Quand vous étiez chez nous, vous avez fait ce que vous vouliez ; nous sommes ici et nous faisons ce que nous voulons. » Il ajoute fièrement : « Vive Hitler ! »

Un représentant du culte musulman dit : « C'est de l'ignorance ; on ne peut pas leur en vouloir. » C'est aussi le discours du MRAP. Le racisme aurait-il trouvé des défenseurs ?

La culture de l'excuse entretient les ressentiments et les amalgames entachés d'un racisme traditionnel fait de xénophobie et de peur de l'insécurité de la

part de la « société d'accueil ». On agite l'épouvantail du lepénisme. Au lycée Argouges (Isère) : « La seule semaine où on a pu travailler c'était après le 21 avril 2002 ! Les élèves avaient peur. "Monsieur, vous croyez que Le Pen va être élu ? On va être obligés de partir ! Vous avez pas voté pour lui, vous ?" Les élèves se réjouiront des positions antiguerra de J. Chirac : "Vous voyez, c'est nous qui décidons de la politique française. Ils ont peur de nous ! »

Sexisme

Les CPE ont eu à s'occuper des mariages forcés de filles qu'on envoyait au bled ; mais le bled est dangereux, on tue là-bas ! On les a mises à l'abri derrière le voile. Les élèves maghrébines étaient la fierté de l'école de l'intégration ; ce n'est plus toujours le cas.

Donc, le foulard, le voile, le tchador, le hidjeb : tout le monde se doute de quoi est fait ce tissu qui cache plus de choses que le visage de jeunes musulmanes : on se dispute à coup de sourates du Coran comme autrefois, au temps de Galilée, avec des citations de la Bible qui disent tout et son contraire ! Les chiffres valsent : pour minimiser, on parle de 20 cas, de bandanas, de cas par cas ; dans le cas contraire, on découvre 3 000, on les appelle bourkas.

Une élève voilée au lycée Emmanuel Mounier, à Grenoble, en 1994 déjà...

Compte tenu des incidents provoqués contre le proviseur, le CPE et le professeur d'éducation physique par le père, un conseil de discipline doit statuer selon les critères de la circulaire Jospin : l'élève refuse d'ôter son voile en éducation physique. Tout est mis en œuvre pour que l'élève renonce : proposition de bonnet, perruque... en vain. Elle est exclue après quatre heures de délibération ; les professeurs

consultés par les délégués syndicaux à bulletins secrets se sont prononcés : sur 84 professeurs, 80 votent l'exclusion. Le père proclame : « Les lois de Dieu sont supérieures aux lois de la République. » L'élève, sa famille et ses amis organisent des manifestations avec le soutien de Christian Delorme et Tariq Ramadan (un tract portant son nom est distribué aux élèves) ; la police intervient ; un camping-car est installé devant le rectorat puis devant le lycée ; l'élève fait une grève de la faim de vingt-trois jours. En février, une manifestation rassemble, place Victor Hugo, neuf cars d'islamistes, barbes et voiles séparés, venus de Lyon et Marseille. Les professeurs, malgré les pressions (l'envoyé du SNES les traite de racistes, Bruno Étienne tente de les persuader qu'il s'agit d'une revendication identitaire), menacent de se mettre en grève ; l'élève ira au lycée de Voiron, contraint de l'accueillir. Le proviseur a finalement admis : « Nous avons été victimes d'une provocation. »

En 2003, dans ce collège de banlieue, une élève refuse d'enlever son voile pour aller en EPS de « plein air » puisqu'il n'y a pas de salle de gymnastique. Alors, le proviseur supprime le cours pour tout le monde... Les professeurs font grève. Le proviseur est démis.

Le lien entre le foulard et l'influence islamiste est clair dans le cas de M., cette élève de terminale en 2001, et qui, aujourd'hui, à l'université, porte une sorte de bourka. En 2001, elle était « voilée à l'extérieur du lycée et lisait Roger Garaudy. Son sujet de TPE était : "À qui appartient Jérusalem ?" Il a été accepté par les professeurs. Elle explique docement que la France est un lieu à islamiser en douceur, et en douceur, justifie les attentats suicides...

Elle participe à une visite de l'exposition du Musée dauphinois "Les Millénaires de Dieu" organi-

sée pour deux classes de troisième et terminale : le groupe entier se réunit dans une salle du Musée. Elle refuse de retirer son foulard qu'elle avait déjà gardé pendant la visite ; on lui demande de le retirer puis- qu'elle est en situation scolaire ; nouveau refus. Elle profite de la présence de jeunes élèves musulmanes pour faire montre de son "héroïsme". Les professeurs cèdent de peur que la séance ne dégénère. »

Le 18 décembre 2003, une étudiante voilée est autorisée à participer à un débat dans le cadre des TPE, alors que, la veille, le président de la République s'était prononcé pour une loi interdisant les signes religieux à l'école...

Harcelée, la gardienne d'un établissement dit être obligée plusieurs fois par jour d'avoir à demander aux élèves qui veulent entrer avec le foulard de le retirer : « En général elles acceptent sauf si elles sont accompagnées de leurs soutiens : je suis obligée de demander à l'administration de venir m'aider : ils ne sont pas pressés de venir. »

Que certaines portent le voile de leur plein gré ne rend pas leur revendication plus légitime, on peut être sexiste sans le savoir : ces femmes préfèrent leur identité islamique à un statut de femme libre. Plus étrange est la fascination des syndicats censés défendre les valeurs républicaines : « L'attitude désinvolte des syndicats sur ce sujet et les ricane- ments associant le string au foulard me scandalisent, déclare une collègue ; le responsable académique du SNES m'a dit que le syndicat défendait la thèse du cas par cas. Ils sont les complices de cette déferlante. Jamais ils n'ont tenu compte de l'avis général des professeurs qui répugnent à enseigner devant des visages cachés ; cette trahison des principes laïques dont l'égalité hommes-femmes est révoltante. »

Antisémitisme

« La Shoah, ça leur a fait comprendre, aux Juifs, qu'ils n'étaient pas le peuple élu ! » (un élève de terminale STT en octobre 2003).

Le lien entre le racisme et l'antisémitisme, ressemblants mais différents, est complexe. Le changement de sens du sigle du MRAP diluant l'antisémitisme dans le racisme, refusant d'admettre un lien entre l'antisémitisme et l'antisionisme, n'a pas aidé les professeurs. C.S. témoigne : « Lors d'une manifestation, je porte une bannière : "Halte à l'antisémitisme" ; la responsable de Ras le Front, mouvement auquel j'appartiens, me demande pourquoi j'ai besoin de parler d'antisémitisme ; "ça suffit de parler du racisme ; l'antisémitisme n'en est qu'un cas parmi d'autres. Vous avez toujours besoin de vous mettre en avant !" » Les tabous sont levés : « Moi, je mets Israël et l'Amérique au ban de l'humanité », déclare une philosophe catholique pratiquante à une collègue juive devant témoins.

Le lien est fréquent entre la fascination pour le nazisme et l'antisémitisme islamiste. Une documentaliste est harcelée jour et nuit par des élèves maghrébins qui la traitent de « sale juive » (elle ne l'est pas) parce qu'elle refuse de leur prêter *Mein Kampf*, qui figure au catalogue ; le livre revient couvert de croix gammées. Un professeur retire ce livre : « Même dans les bibliothèques publiques ce livre ne peut sortir que sur justification d'un travail de recherche ; le livre n'est pas interdit s'il contient les pages vertes d'avertissement ; est-ce une raison pour l'autoriser dans un CDI, étant donné l'usage qui en est fait ? » Périodiquement le professeur est sollicité pour que le livre soit rendu ; la documentaliste espère-t-elle qu'ainsi les menaces cesseront ?

voulez parler du livre de Sartre : *Réflexions sur la question juive* ? » « Ah non, ça c'est dépassé ; complètement humaniste ! » Nietzsche, Heidegger, Céline le fascinent. Mais il confond Coran et Thora ; un autre philosophe croit que la Bible est écrite en grec ; un autre demande si les Juifs sont une secte arabe, une agrégée d'histoire si les Juifs sont tous gauchers puisque l'hébreu s'écrit de droite à gauche, et un autre : « Le père d'Hitler, c'est comme le Dieu des Juifs ¹ » !

L'importation du conflit du Proche-Orient

L'antisémitisme maghrébin sert de terreau à l'importation du conflit. Dans une réunion avec des responsables d'associations maghrébines, certains déclarant, sans gêne aucune, que le mépris des Juifs fait partie des traditions familiales. Lors de la seconde Intifada, on assiste à des manifestations en présence d'élus, où, avec, juchés sur les épaules, des enfants bardés de ceintures d'explosifs en plastique, on hurle : « Bush-boucher, busherie cachère, Sharon, Charonne ! » Le 24 novembre 2003, des professeurs arrêtent *in extremis* la diffusion d'un journal lycéen qui justifie le terrorisme. On pouvait y lire : « Pendant l'Occupation, il y a eu moins de victimes du terrorisme que maintenant ! Mieux vaut se faire sauter que discuter des heures ! » « Moi je suis prêt à aller me faire sauter en Palestine », déclare un élève de STT (28 novembre 2003).

1. Où l'hypercritique rejoint le négationnisme. Ainsi de l'exposition réalisée au Musée dauphinois, « La Différence ». À l'entrée, la « géniale » idée du sociologue Baudrillard : faire marcher les visiteurs sur les Dix Commandements, inscrits au sol. « Tu ne tueras point », foulé aux pieds, c'est du post-modernisme !

Cette « passion sans fin » de l'antisémitisme se nourrit de ses fantasmes (des Juifs partout...), et, au besoin, on les fabrique en leur attribuant tous les pouvoirs. Des élèves maghrébins attendent d'être appelés pour passer une épreuve de gestion ; un élève trouve une idée lumineuse pour rassurer son copain : « Dis à l'examinateur que tu es juif, tu auras une bonne note ! » Inconsciemment, ces jeunes maghrébins véhiculent le renversement d'une situation où les Juifs subissaient le *numerus clausus* ou le statut de *dhimmis* : ils sont à la fois les nouveaux Juifs et les victimes des Juifs ! Ces contradictions identitaires leur permettront-elles de mieux savoir qui ils sont ?

On peut aussi désormais être victime de l'antisémitisme sans être juif. Ainsi, un professeur adjoint en retraite me raconte qu'un « professeur de mathématiques est venu me voir pour me dire qu'on l'accusait (*sic*) d'être juif, alors qu'il ne l'est même pas ! » Les porteurs de patronymes juifs sont ciblés. Ainsi, également, témoigne cette grand-mère qui a vécu cachée pendant l'Occupation : « Mon petit fils m'a dit : "Je n'ai pas envie d'aller en classe demain, il y a le cours sur les Hébreux et je ne veux pas qu'on dise du mal de mon père." Il est élève de sixième. Il doit cacher son nom sépharade en disant qu'il est portu-gais. Ça me fait mal ! » Même dans les établissements catholiques où les élèves juifs se réfugient, ils ne sont pas à l'abri. Le Père Desbois, chargé par l'évêque des relations avec le judaïsme, déclare que « les vôtres ont sauté ; même dans nos écoles, on entend dire : "il y a trop de Juifs ; ils doivent partir" ».

La responsabilité des enseignants et de certains intellectuels dans ce gâchis n'est pas mince. Un collègue philosophe se réjouit d'avoir découvert *La Question juive* de Marx : quel beau texte ! « Vous

*La laïcité oubliée :**l'embarras de la « communauté » éducative*

Un élève d'origine algérienne crie « sale Juive ! ». Je lui dis qu'il s'agit d'une insulte raciste et rédige un rapport. Une commission disciplinaire et non un conseil de discipline a lieu, qui prononce une exclusion de quelques jours. Il venait de traiter son professeur de français de « sale pute », et une camarade de « sale Française ». Il fallait au moins toutes ces insultes pour justifier une exclusion temporaire. La collègue d'une institutrice assure : « Mon amie n'a pas été soutenue par sa hiérarchie, quand elle recevait des menaces de mort, était harcelée au téléphone, bousculée dans la rue. Cette personne a dû déménager dans une autre commune. »

Un élève impoli entre à la « Vie scolaire ». La CPE, tiers-mondiste avérée, pensant l'impressionner, lui déclare : « Ce que tu dis là n'est pas écrit dans le Coran. » Hurllements de l'élève : « J'en ai rien à foutre du Coran »...

L'inspection de philosophie, quant à elle, pense aussi bien faire en incluant Averroès dans les programmes. On étudie ses œuvres avec les élèves d'origine maghrébine. J., nommé dans un établissement difficile, apprenant qu'il risque d'avoir une classe agitée : « Je vais leur faire (sic) Averroès. Ça va leur plaire. » Demander aux élèves de décliner leur religion, sous prétexte de mieux comprendre les conflits, est banal. Aux élèves qui font de même, trois collègues répondent : « Catholique, comme tout le monde », et par un acte suprême de courage, ils ajoutent : « Non pratiquant bien sûr ! » J'ai demandé : « Et si vous étiez juif, vous le diriez ? » « Ah non, s'écrient-ils, pas dans des classes d'Arabes ! »

Oubliée la séparation entre vie publique et vie privée; la télé-réalité est un modèle pédagogique. Le *Loft* est un must. Pour combattre ces « évidences » un professeur de philosophie déclare à ses élèves éberlués : « Je ne veux même pas savoir si vous êtes une fille ou un garçon. Ça se voit ? Et alors ? Comme une couleur de peau, mais je m'adresse à votre cerveau, à votre visage, à rien d'autre. Au bac, les copies sont anonymes. »

La formule du « refus des communautarismes » permet de ne pas désigner les agresseurs, et de nier une réalité insaisissable. Mara Goyet, auteur en 2003 d'un témoignage sur sa vie d'enseignante¹, a droit à une pleine page dans *Le Monde* dans laquelle elle relate l'attitude obscène d'élèves de ZEP qui, invités par les Résistants venus dans leur classe, hurlent pendant un spectacle sur la déportation : « Au four, pédés. » Réaction d'un professeur de philosophie : « J'ai trouvé ça d'un drôle ! »

La peur domine : « Qui fait le ramadan ? » demande le principal en passant dans les classes pour organiser sa cantine. Aucun élève d'origine maghrébine n'a osé dire : « pas moi ». Un directeur de Segpa témoigne qu'au cours du ramadan « aucun élève n'ose manger à la cantine ; des élèves, et des éducateurs gardiens de la foi surveillent. »

Tous les témoins souhaitent qu'on retrouve des règles claires. Propos d'un proviseur de La Ville-neuve lors du débat « Islam et laïcité » : « La religion et la politique n'ont rien à faire à l'école ; les élèves ont des demandes exorbitantes qui faussent tout ; on peut faire une exception pour un élève qui demande "poliment" d'être dispensé d'une activité, mais des groupes imposent leur loi et entraînent les autres ;

1. *Collèges de France*, Fayard, 2003.

ces exigences déstabilisent l'institution; on se sent moins responsables qu'autrefois. »

La laïcité défigurée Le choc des cultures

« En octobre 2003, m'explique ma collègue Paulette, j'assiste à une conférence intitulée : "Religions, laïcité, droits de l'homme". Le représentant de l'islam, docteur en économie et doctorant en herméneutique de l'islam (*sic*) reconnaît que dans les pays arabo-islamiques les droits de l'homme sont une notion peu présente, mais que rien ne s'y oppose car "quand les droits de Dieu sont respectés, les droits de l'homme le sont aussi". Pour que l'islam fasse siennes ces valeurs qui sont occidentales, il lui faut au préalable « déconstruire l'Occident ». « *Les confessions d'Alain Gresh et de Dominique Vidal*, ajoute Jean V., mon collègue universitaire, ça se passe bien... mais on y entend des horreurs : il faut plaire à des étudiants arabes et des filles voilées. Ceux qui ont la "vérité sur un conflit" flattent les étudiants pour vendre Le Monde diplo... À l'université Stendhal (Grenoble), il y avait une "œuvre d'art" faite de barbelés "israéliens" »

Lors d'une conférence organisée par le PS de Haute-Savoie en 2003, trois professeurs sont allés porter la bonne parole laïque. À la tribune, un curé, un imam et l'ancien ministre Jean Glavany. Le musulman inflige à deux cents personnes une prière en arabe durant plus de cinq minutes. La politesse française est étonnante. Le débat montrera toutefois que la limite est atteinte; la plupart des questions s'adresseront à l'imam et confondront islam et islamisme : on vient d'en éprouver la convergence.

À ce climat délétère participe un puissant anti-américanisme. En octobre 2003, par exemple, deux élèves maghrébines du cours de l'assistant américain décident de ne lui répondre qu'en arabe. Un jeune élève américain venu dans notre pays par le biais des « échanges scolaires » subit d'abord les cours d'un professeur d'économie qui, en permanence, lui assène des critiques sur son pays. L'élève américain change de classe, mais voici qu'il se retrouve avec un professeur de philosophie tout aussi anti-américain. Ces deux professeurs sont des Français « de souche » comme on dit désormais. Ce jeune garçon repartira chez lui « avec une haute idée de notre sens de l'hospitalité », raconte sa famille d'accueil qui rapporte aussi que leur propre fils, accueilli aux États-Unis dans le cadre de ces échanges, y avait été fort bien reçu.

Après le 11 septembre 2001, en classe de terminale, on peut lire deux types de réponse. Les élèves d'origine maghrébine et les enfants des « intellos de La Villeneuve » affirment d'une même voix, deux jours après la chute des tours, que « les Américains n'ont que ce qu'ils méritent; ils l'ont bien cherché ». Les autres ont des réactions normales d'horreur et de pitié.

L'école primaire n'échappe pas à ce climat suicidaire. Un élève de CM1 raconte : « Quand les tours sont tombées tout le monde a eu peur, notre instituteur nous a dit que c'est tout la faute d'Israël. »

L'enseignement en état de choc

IDD, TPE, ECJS sont hérités des théories de l'autonomie et des pédagogies non directives. Il s'agissait alors d'aider les élèves à définir leur profil et leurs motivations dans le collège unique. Mais l'esprit cri-

ler au collège du centre-ville. Ma collègue G. G. veut bien faire. Elle place tous les romans arabes à l'entrée de sa bibliothèque. Mais elle doit affronter les élèves lors d'une exposition de l'Unesco qui évoque le statut de la femme en Islam. Elles demandent que l'exposition soit décrochée : « On n'a pas le droit d'attaquer notre religion : vous êtes raciste ! »

Nombre d'enseignants sont partie prenante dans ces dérives. Dans une école d'ingénieurs, l'exercice donné en cours d'espagnol consiste à traduire la phrase suivante : *Bouygues construit des téléphones, Israël détruit des maisons*. Ailleurs, le professeur d'arabe, M.F. ne doit pas étudier des textes du Coran : « Vous n'êtes pas musulman. » Il ne peut pas non plus étudier des textes critiques, et pour avoir proposé l'étude d'une caricature, il doit s'expliquer. L'administration de son lycée ne le soutient pas.

L'école, sous l'influence conjointe du marxisme et de la psychanalyse, a voulu s'ouvrir sur la vie et sur l'intimité de chacun. Refuser de se fermer au monde et à soi-même était un beau projet. Ses dérives ont offert un terrain à l'offensive intégriste que notre culture post-coloniale nous empêchait de reconnaître. Rien de plus fermé que cette culture qui fascine nos collègues et dont le voile est l'emblème. Le piège a bien fonctionné : l'antiracisme a engendré son contraire. Une prise de conscience s'amorce sans que l'on soit assuré qu'elle ira à son terme. L'école ne peut être un sanctuaire mais elle doit être protégée comme doivent l'être l'enfant, l'adolescent, l'étudiant et ceux qui sont en charge de les instruire. La pensée rationaliste ne peut pas plier devant le relativisme d'une pseudo-démocratie offerte à la tyrannie. La laïcité ne saurait être une porte ouverte à ceux qui veulent la détruire.

tique devient relativisme, et le concret comme le vécu sont valorisés au détriment des connaissances : c'est là la porte ouverte à toutes les propagandes. Un inspecteur de la vie scolaire affirme : « Mes collègues des nouvelles pédagogies sont favorables aux débats, sur le Proche-Orient comme sur le reste. »

« Peut-on parler de vérité en dehors du domaine des sciences », ai-je demandé dans cette classe de terminale STT. Le cours est interrompu : « Tout cela ne veut rien dire; l'opposition entre science et religion n'a pas lieu d'être, le Coran, c'est scientifique. » Le professeur explique que toutes les religions ont affirmé détenir la vérité, que le rationalisme s'est construit sur ce conflit (Descartes, Galilée...). Dans une forte proportion d'élèves musulmans, certains refusent les explications, d'autres admettent qu'il puisse y avoir plusieurs interprétations d'une même religion. Et que faites-vous des autres religions ? « Elles ont tort, mais on respecte, on respecte... » Les élèves non musulmans n'interviennent pas. Ils n'existent plus. C'est dans la même classe qu'après le cours sur la psychanalyse, un élève d'origine maghrébine est venu me trouver à la fin de la séance pour me faire part de sa conviction : « Freud, madame, c'est un juif ! Pourtant c'est un type bien, c'est un docteur ! »

Un professeur du lycée Pablo Neruda emmène ses élèves voir *La Liste de Schindler* : hurlements et rires. Le professeur : « D'après vous, Hitler aurait dû en tuer plus ? »

Les documentalistes chargées des nouvelles pédagogies et confrontées aux sujets à risques affrontent les demandes identitaires ainsi que les intrusions extérieures. Les pressions sont fortes : *Réver la Palestine*² est présenté comme un best-seller.

2. Flammarion, 2002. Sur cet ouvrage, cf. 1^{re} partie, Emmanuel Brenner, p. 88, n. 99.

La France est soumise à des chocs culturels qui pénètrent l'école. Confrontée à une immigration de masse, son identité sera nécessairement ébranlée, mais pas au point, espérons-le, d'avoir à rejeter son cher Pagnol, représentant de la culture populaire. S'ouvrir à l'autre ne signifie pas se confondre avec lui, ni se donner le droit de l'intrusion, dans une confusion du fantasme et de la réalité : Bernard veut devenir Youssef comme Youssef voulait et veut encore devenir Bernard. La situation s'est renversée : « Je veux être comme les autres », dit l'enfant des banlieues, donc comme les petits maghrébins ; par compassion, comme on me le fait croire ou plutôt par peur d'être rejeté et désigné comme « blanc », pur porc, fromage blanc ou cachet d'aspirine ! Le refus d'être soi engendre des situations explosives.

L'ignorance de l'histoire, l'occultation, l'instrumentalisation de la Deuxième Guerre mondiale, et de la colonisation en sont à l'origine. Même un professeur d'histoire ne comprend pas que l'enfant juif refuse de dire qu'il est juif. L'enfant, lui, il la connaît l'histoire des Juifs, même si on ne lui en a rien dit. « Pourquoi n'est-il pas comme les autres, de quoi a-t-il peur ? On n'est plus sous Vichy ! » Et bien si, justement, les enfants juifs ont peur que ça recommence puisque Ben Laden, le héros des cours de récréation, le dit à ses copains, tous les soirs dans leur télévision. « Tuez les Américains, les Juifs, les chrétiens. » À l'école et dans la société, on refuse de s'affronter à l'antisémitisme, signe visible de cette déstabilisation sociale, identitaire, politique.

À l'heure où j'écris ces lignes, la commission Stasi a rendu son rapport, le président Chirac a parlé. Rien ne dit que l'on pourra se contenter d'in-

terdire les signes religieux à l'école, même si c'est un premier pas.

Élisabeth AMBLARD,
professeur agrégée de philosophie,
décembre 2003.

Marseille, une cité préservée ?

Les relations entre les élèves du lycée professionnel X. à Marseille témoignent d'une forte poussée islamiste, conduisant à imposer des normes collectives nouvelles. Le lycée prépare à des CAP, des BEP et des bacs professionnels. Situé dans un quartier assez bourgeois de la ville, il reçoit des élèves des quartiers difficiles qui y accèdent facilement en métro. La population est maghrébine à 80 % environ.

Jean-Marie, élève en seconde année de BEP, vit en cité, seul avec sa mère : il porte une croix avec la figure du Christ. Le fait qu'il n'ait pas de père ni une importante fratrie le rend plus vulnérable, plus facilement intimidable. La vulnérabilité est un facteur récurrent pour faire d'un élève la cible d'une entreprise de déstabilisation ou tout simplement d'une agression.

« Qu'est-ce que tu as autour du cou ? Tu le portes comme un Dieu ce pédé de Juif ! » L'élève m'explique sa peur. « Je suis le seul chrétien de la classe. Je vais faire comme Sébastien qui s'est converti à l'islam. Comme ça, on ne m'embêtera pas. »

Devant la classe je pose une question : « C'est vrai que Jésus-Christ était juif, mais pourquoi le qualifier de "pédé" ? » La réponse fuse : « Mais c'est parce qu'à trente-trois ans, il était encore avec sa mère.